

28 mars 2024

Monnaie et concours à l'économie – France • Février 2024

En rythme annuel la croissance des financements au secteur privé est quasi inchangée

- En février 2024, la croissance des dépôts à vue (M1) reste négative en glissement annuel (-11,4% après -12,9% en janvier; cf. tableau 2) mais **pour la première fois depuis juillet 2022, l'encours de dépôts à vue augmente très légèrement** (+1,0 Md€, chiffre CVS). Parallèlement, la hausse des dépôts rémunérés (dépôts à terme et livrets d'épargne inclus dans M2-M1) continue à se modérer (+12,2% en glissement annuel, après +14,0% en janvier).
- **La croissance des ressources résidentes des institutions financières monétaires (IFM) incluses dans M3 est quasi stable en février** (+0,3% en glissement annuel, après +0,4% en janvier ; cf. tableau 2). Après prise en compte des engagements et avoirs monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro, **le taux de croissance annuel de la composante française de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro est en très légère hausse à +0,7%** (après +0,5%).
- **La croissance des financements des IFM accordés au secteur privé est quasi inchangée par rapport au mois précédent** (+1,6% en glissement annuel après +1,5% en janvier, cf. tableau 3). **La croissance des crédits aux ménages ralentit très légèrement mais reste positive** (+0,8% après +1,0% en janvier) tout comme celle des crédits aux sociétés non financières (+1,2%, après +1,3% en janvier).

Tableau 1 - France : M3 et concours à l'économie

Février 2024 (flux cumulés sur 12 mois en Mds€)			
Total des emplois	160,1	Total des ressources	160,1
Concours au secteur public résident	-1,6	Ressources résidentes incluses dans M3	7,3
dont crédits	-2,0	M1	-162,3
dont titres	0,4	M2 - M1	137,7
Concours au secteur privé résident	57,4	M3 - M2	32,0
dont crédits aux ménages	13,4	Ressources de long terme (a)	152,7
dont crédits aux SNF	16,5		
Concours extérieurs nets	51,8		
Divers (b)	52,4		

(a) Dépôts supérieurs à 2 ans, titres de dette émis, capital et réserves, dépôts des APU centrales.

(b) Solde des créances et des engagements interbancaires, nets des autres postes du bilan (produits dérivés, décalages comptables, immobilisations), or et DTS de la Banque de France

Source et réalisation : Banque de France – Direction générale de la statistique, des études et de l'international

Tableau 2 - France : ressources monétaires des institutions financières monétaires

Décomposition de la composante française de M3	Encours (en Mds€)	Taux de croissance annuel (en %)		Flux CVS (en Mds€)	
		févr-24(p)	janv-24(r)	févr-24(p)	janv-24(r)
Dépôts à vue	1 261	-12,9	-11,4	-24,4	1,0
= Ressources résidentes incluses dans M1	1 261	-12,9	-11,4	-24,4	1,0
Dépôts à terme ≤ 2 ans	347	56,8	47,6	-5,3	1,3
+Comptes sur livret	917	3,4	2,8	-0,7	-0,6
= Ressources résidentes incluses dans M2-M1	1 265	14,0	12,2	-6,0	0,6
Titres d'OPC monétaires	302	21,6	20,1	4,3	-2,8
+Pensions	44	-52,6	-53,6	4,8	-4,3
+Titres de créance ≤ 2 ans	47	19,1	4,4	-2,7	-0,4
= Ressources résidentes incluses dans M3-M2	393	12,2	9,1	6,4	-7,5
Total des ressources résidentes incluses dans M3 France	2 919	0,4	0,3	-24,0	-5,8
+Engagements monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro	394	8,0	10,9	-4,8	9,0
-Avoirs monétaires bruts vis-à-vis du reste de la zone euro	99	33,6	34,9	0,9	0,4
= Composante française de l'agrégat monétaire M3 de la zone euro	3 215	0,5	0,7	-29,7	2,8

(r) : données révisées ; (p) : données provisoires

Source et réalisation : Banque de France – Direction générale de la statistique, des études et de l'international

Tableau 3 - Contreparties des ressources résidentes incluses dans M3

	Encours (en Mds€)	Taux de croissance annuel (en %)		Flux CVS (en Mds€)	
		févr-24(p)	janv-24(r)	févr-24(p)	janv-24(r)
EMPLOIS	5 651	3,0	2,9	-1,5	-2,7
Concours au secteur public résident (1)	1 174	-0,2	-0,1	1,2	-0,6
dont crédits	209	-0,6	-1,0	-0,2	-0,2
dont titres	965	-0,1	0,0	1,4	-0,5
Concours au secteur privé résident (2)	3 691	1,5	1,6	6,9	9,0
dont crédits aux ménages (c)	1 725	1,0	0,8	0,7	-0,3
dont crédits aux SNF (c)	1 345	1,3	1,2	-2,3	1,8
Concours extérieurs nets (3)	329	33,1	19,5	1,6	-16,9
Divers (a) (4)	457	7,6	14,1	-11,3	5,8
RESSOURCES	5 651	3,0	2,9	-1,5	-2,7
Ressources de long terme (b) (5)	2 732	6,0	6,0	22,5	3,1
Ressources résidentes incluses dans M3 (1)+(2)+(3)+(4)-(5)	2 919	0,4	0,3	-24,0	-5,8

(r) : données révisées ; (p) : données provisoires

(a) Solde des créances et des engagements interbancaires, nets des autres postes du bilan (produits dérivés, décalages comptables, immobilisations).

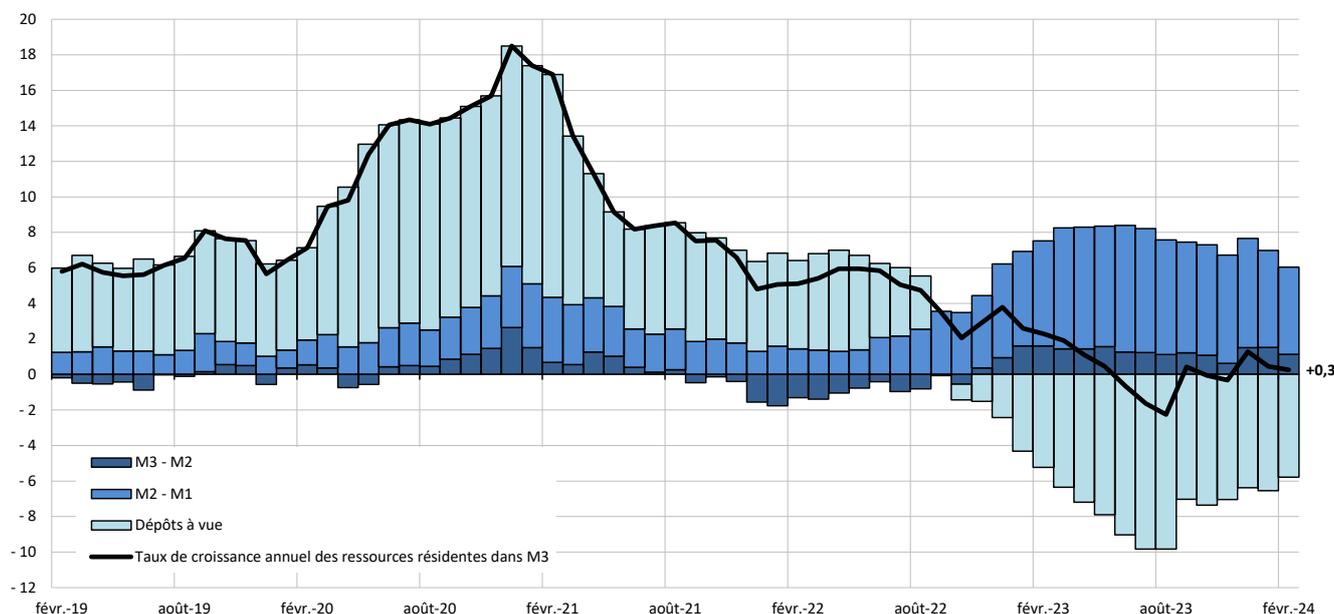
(b) Dépôts supérieurs à 2 ans, titres de dette émis à plus de 2 ans, capital et réserves, dépôts des APU centrales.

(c) Crédits y compris créances titrisées sorties du bilan

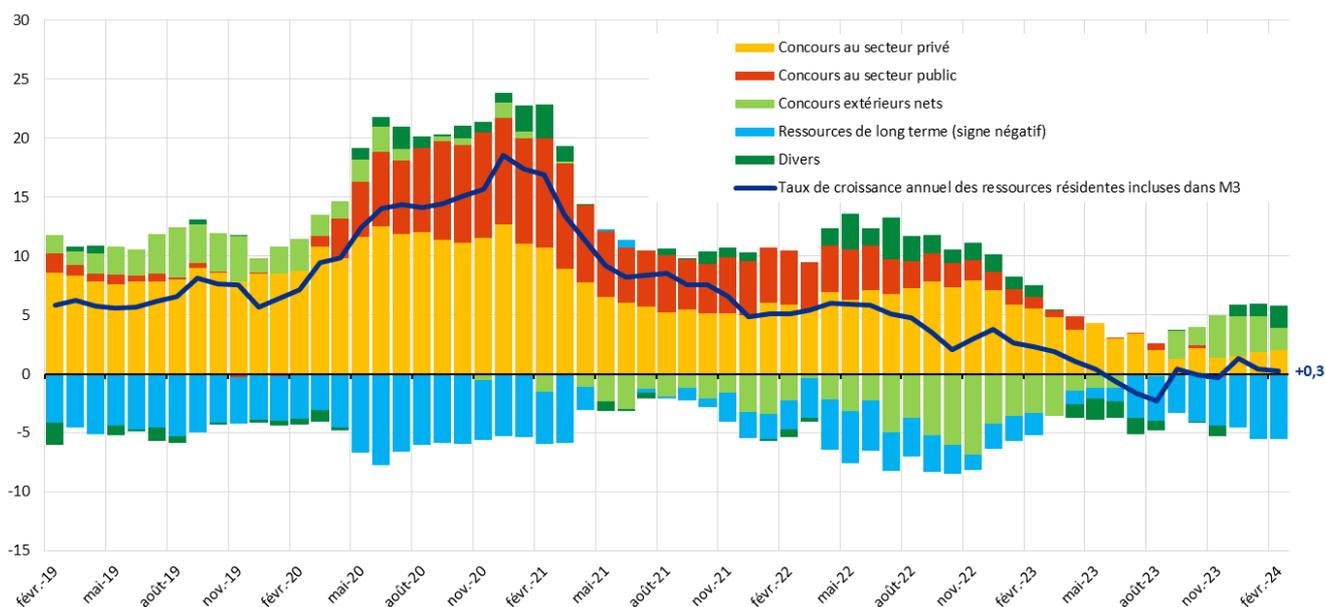
Source et réalisation : Banque de France – Direction générale de la statistique, des études et de l'international



Contributions à la croissance annuelle des ressources résidentes incluses dans M3 (en %)



Contribution des contreparties monétaires à la croissance annuelle des ressources résidentes incluses dans M3 (en %)



Source et réalisation : Banque de France – Direction générale de la statistique, des études et de l'international



Complément

Les **ressources incluses dans M3** (hors billets et pièces) sont constituées des placements d'une durée inférieure ou égale à 2 ans que les agents détenteurs de monnaie (ménages, sociétés non financières, administrations publiques hors administration centrale, sociétés d'assurance, fonds de pension, organismes de placements collectifs (OPC) non monétaires, entreprises d'investissement et organismes de titrisation, pour l'essentiel) détiennent auprès des institutions financières monétaires (IFM).

Les **institutions financières monétaires** (IFM) comprennent les établissements de crédit, les sociétés de financement, la Caisse des dépôts et consignations, les OPC monétaires et la Banque de France.

Les **comptes sur livrets** comprennent les livrets A et bleus, les livrets de développement durable et solidaire, les comptes d'épargne logement, les livrets d'épargne populaire, les livrets jeunes et les livrets ordinaires. L'épargne réglementée est en partie centralisée au Fonds d'épargne géré par la Caisse des dépôts et consignations et ne fait ainsi que transiter par les bilans des banques. Les pensions sont des opérations d'achats temporaires de titres par la clientèle (notamment entreprises, assurances et OPC non monétaires). Les titres de créance à deux ans au plus comprennent principalement des Negotiable European Commercial Paper (NEUCP) émis par les banques françaises et souscrits par des clients qui n'ont pas la qualité d'établissement de crédit ou d'OPC monétaire.

Les **concours à l'économie** englobent l'ensemble des financements apportés par les IFM aux secteurs public et privé résidents, sous forme de crédits et de titres (titres de dette et actions). Pour les crédits aux ménages et aux sociétés non financières (SNF), les cessions/titrisations avec sortie du bilan des banques sont réintégrées.

Les **concours extérieurs nets**, correspondent au solde (créances moins engagements) des opérations des IFM avec le reste du monde.

Les **ressources de long terme** des IFM contiennent le capital et réserves, les titres de dette à plus de 2 ans émis par les IFM, les dépôts de durée supérieure à 2 ans et les dépôts des administrations centrales.

Le poste « **Divers** » englobe le solde des créances et des engagements inter-IFM, le net des autres postes du bilan (produits financiers dérivés, décalages comptables, immobilisations) et la monnaie en circulation.

Les taux de croissance des encours sont calculés en corrigeant les variations d'encours des effets ne résultant pas de transactions économiques, en particulier des corrections d'erreurs de classement, mais pas des effets de change.

Les données d'encours, de taux de croissance annuel, de flux cumulés sur 12 mois publiées dans ce Statinfo sont non corrigées des variations saisonnières, mais les données de flux mensuels le sont.

